

L'ÉTAPE, POUR FRANCHIR LE PAS DE LA DOMOTISATION

La commune de Lattes (Hérault, 18 000 hab.), au sud de l'agglomération de Montpellier, est devenue une étape au sens premier du terme pour les personnes âgées et handicapées qui vivent dans le département et cherchent à adapter leur logement à leur perte ou baisse d'autonomie.



L'Étape est un "lieu ressource" conçu comme un lieu d'exposition - et de test - de matériel. Plus de 300 aides techniques y sont disponibles, et peuvent être prêtées : de l'ouvre-boîte électrique aux couverts adaptés pour des personnes dont la préhension diminue, en passant par des moyens de communication très sophistiqués ou un ascenseur pour une maison individuelle. La fourchette de prix oscille entre 10 et plus de 5000 euros.

Conseils individualisés

Le CCAS accompagne les personnes pour financer ces aides via les complémentaires retraite, etc. "Notre vocation sociale rendait impensable de présenter des objets sans que les personnes notamment les plus précaires puissent les acquérir", explique Florence Gressard, chef de service de l'Étape.

Des équipements aussi sophistiqués et dotés de technologies peuvent effrayer. Pour éliminer les réti-

cences, des réunions d'information sont organisées à l'Étape. L'équipe offre des conseils individualisés, qui peuvent être complétés par des visites à domicile. Sur place, quatre ergothérapeutes assurent la veille sur l'ensemble des produits. Des conventions de prêts leur permettent de les tester gratuitement, d'autres sont achetés. "Certains produits ne sont pas présentés car leur intérêt n'a pas été démontré ou sont parfois au contraire mis en exposition comme pour servir de repoussoir", explique Florence Gressard. Comme cette baignoire qui s'ouvre avec des battants comme une écluse.

Pas de démarche commerciale

Ce "lieu ressource pour l'adaptation du logement" a acquis une réputation qui dépasse largement les limites de la commune. Les industriels et entrepreneurs ont eux aussi bien noté l'adresse. "Les entreprises nous sollicitent pour que leurs produits soient exposés dans notre showroom. Nous préservons un équilibre



en ne présentant pas plus de 5 produits d'un même fabricant. Nous sommes attentifs à proposer plusieurs marques pour un produit similaire quand c'est possible", détaille Florence Gressard.

L'Étape est résolument détachée de toute démarche commerciale. Car c'est un service public. Une garantie et une force qui assoient sa pertinence pour le public et les professionnels du département qui y orientent des usagers. "A son ouverture, fin 2009, la Silver économie n'était pas née", rappelle Eric Pastor, conseiller municipal délégué au Pôle autonomie. "Aujourd'hui, le meilleur côtoie le pire", observe-t-il. "Sur 100 aides techniques, une vingtaine sont peut-être effectivement adaptées à un besoin."

La technologie pour plus d'autonomie

Au sein du CCAS, l'Étape dépend du pôle autonomie santé. Plus que le seul maintien à domicile, le maintien de l'autonomie est bien la finalité que le CCAS recherche. Et il regorge d'idées. Comme le projet européen City For Age, en association avec un laboratoire de robotique de Montpellier, pour dépister les signaux fiables de l'entrée dans la dépendance. Un autre programme, en cours avec une clinique mutualiste, expérimente un robot à domicile après un retour d'hospitalisation. Une autre piste porte sur la transformation en GCSMS (groupement de coopération sociale et médico-sociale) pour cette fois envisager la création d'antennes de l'Étape. "Il y a beaucoup de réticences à

envisager le recours à une aide technique, car c'est reconnaître le besoin d'une compensation. Or nous constatons que dès que des personnes ont la possibilité d'en faire l'essai avec des ergothérapeutes, dans 80% des cas, l'aide sera utilisée, parce que son usage aura été déstigmatisé", observe Florence Gressard. En 2017, l'Étape a reçu environ 2 000 personnes dont 600 suivies individuellement.